

BMO Groupe financier

Présentation destinée aux investisseurs

Pour le trimestre clos le 30 avril 2020

27 mai 2020

T2 | 2020



Déclarations prospectives et mesures non conformes aux PCGR

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2020 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, nos interventions face à la pandémie de COVID-19 et l'incidence de cette dernière sur nos activités, nos résultats et notre situation financière, ce qui inclut nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation, y compris le potentiel de pertes sur créances, de pertes liées à des contreparties et de pertes évaluées à la valeur de marché accrues; elles contiennent également les déclarations de nos dirigeants. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », ainsi que des mots et expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature générale ou spécifique. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les effets.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, son incidence sur les économies locales, nationales ou mondiale et son aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, l'incidence possible sur nos activités et notre exploitation des épidémies de maladies qui touchent les économies locales, nationales ou mondiale, le marché de l'habitation et l'endettement des particuliers au Canada, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, l'évolution des politiques monétaire, budgétaire ou économique ainsi que les lois fiscales et leur interprétation, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, le manquement d'un tiers à ses obligations envers nous, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui a trait au recours à des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux rubriques sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 68 du Rapport annuel 2019 de BMO, et à la section Gestion des risques, à la page 41 du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2020 de BMO, qui présentent toutes l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'organisation ou en son nom, sauf si la loi l'exige.

L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes éayant les déclarations prospectives contenues dans le présent document figurent dans la rubrique Évolution de la situation économique et perspectives à la page 18 du Rapport annuel 2019 de BMO, telle que mise à jour dans la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2020. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements dans les politiques gouvernementales, ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2020 de BMO.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, la Banque de Montréal utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et des mesures non conformes aux PCGR. Les lecteurs sont prévenus que les résultats et autres mesures ajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises. Les rapprochements des mesures conformes aux PCGR et des mesures non conformes aux PCGR, les raisons de leur utilisation, ainsi que l'incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO peuvent être trouvés aux pages 8 et 9 du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2020 de BMO et aux pages 17 et 23 du Rapport annuel 2019 de BMO, qui sont accessibles sur son site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Les montants ou mesures non conformes aux PCGR comprennent notamment les ratios d'efficacité et de levier, le revenu et d'autres mesures présentés sur la base d'une imposition comparable (bic), des montants présentés après déduction des impôts applicables, les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain (c'est-à-dire, exprimés en dollars constants), ainsi que le bénéfice net ajusté, les revenus, les charges autres que d'intérêts, le résultat par action, le taux d'impôt effectif, le RCP, le ratio d'efficacité, le bénéfice avant dotations et impôts, et d'autres mesures ajustées qui excluent l'incidence de certains éléments comme les coûts d'intégration des acquisitions, l'amortissement d'actifs incorporels liés aux acquisitions, l'ajustement lié à la réassurance, les coûts de restructuration, les coûts de réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de la réforme fiscale aux États-Unis et la réévaluation d'une obligation au titre des prestations résultant d'une modification apportée au régime d'avantages sociaux du personnel.

La Banque de Montréal fournit des données complémentaires sur ses secteurs d'activité combinés afin de faciliter la comparaison avec les banques de son groupe de référence.

Darryl White

Chef de la direction

T2 | 2020



Nos interventions face à la crise de la COVID-19

Protéger et soutenir nos employés et les collectivités



Nos employés

- Nous avons permis à plus de 90 % de nos employés non affectés aux succursales de faire du télétravail et optimisé de nouveaux outils de collaboration.
- Nous avons mis en œuvre des pratiques de protection en matière de santé et de sécurité dans tous les lieux de travail.
- Nous avons offert un horaire de travail souple, un soutien financier et un congé payé aux employés qui doivent s'occuper d'enfants ou d'âînés.
- Nous offrons un accès à des soins de santé virtuels en tout temps.



Notre collectivité

- Nous avons fait un don de plus de 1,5 million de dollars à des collectivités vulnérables au Canada et aux États-Unis.
- Nous avons transformé L'Académie BMO en espace de repos pour les travailleurs de la santé de première ligne.
- Nous avons offert 950 milles Argent AIR MILES aux travailleurs essentiels titulaires d'une carte Mastercard BMO AIR MILES en guise de remerciement.
- Nous avons transformé les cuisines du stade BMO Field pour préparer et livrer des repas aux personnes dans le besoin.
- Nous avons signé la promesse de solidarité pour le logement à Chicago (« Chicago Housing Solidarity Pledge ») pour remédier aux problèmes de logement causés par la crise.
- Nous avons apporté notre soutien à Jeunesse, J'écoute et à BienCanadiens pour faire la promotion de la sensibilisation à la santé mentale.

Nos interventions face à la crise de la COVID-19

Soutenir le bien-être financier de nos clients et l'économie



Nos clients

- Nous avons proposé des options d'allègement souples aux clients aux prises avec des difficultés financières, en offrant notamment un report de versements à plus de 200 000 clients particuliers et d'entreprises, ainsi que l'annulation des frais, l'augmentation des marges de crédit d'exploitation et des conseils personnalisés.
- Nous avons facilité l'accès aux programmes de répit financier gouvernementaux, notamment¹ :
 - Financement de plus de 2 milliards de dollars mis à la disposition de près de 56 000 entreprises dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes
 - Financement de plus 5 milliards de dollars américains mis à la disposition de près de 20 000 emprunteurs en vertu du programme Paycheck Protection Program de la SBA
 - Participation aux programmes de répit financier de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et développement Canada
 - Dépôt direct des prestations gouvernementales
- Nous avons soutenu les clients en leur offrant des renseignements factuels opportuns et fiables sur la pandémie, des conseils financiers et l'accès à des experts, des études de marché, des recherches sectorielles et des carrefours de ressources en ligne.
- Nous avons maintenu l'accès aux centres d'appels, aux guichets automatiques et à près de 80 % des succursales de détail, en plus d'élargir nos options numériques en libre-service.



L'économie

- Nous sommes fiers d'avoir été choisis par la Banque du Canada pour gérer les actifs de son Programme d'achat d'obligations provinciales.
- Nous avons agi à titre de cochef de file lors de l'émission par la Banque mondiale d'une obligation pour le développement durable de 8 milliards de dollars américains.
- Nous avons maintenu notre engagement à embaucher plus de 330 stagiaires d'été.

¹ Au 18 mai 2020

Faits saillants financiers

	T2 2020	CAC
Bénéfice net¹ Mesures comptables	715 M\$ 689 M\$	2 332 M\$ 2 281 M\$
BPA¹ Mesures comptables	1,04 \$ 1,00 \$	3,45 \$ 3,37 \$
DPAI^{1,3} Mesures comptables	1 978 M\$ 1 945 M\$	4 372 M\$ 4 307 M\$
DPPC Prêts productifs / Prêts douteux	1 118 M\$ 705 M\$ / 413 M\$	1 467 M\$ 730 M\$ / 737 M\$
Fonds propres	Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de 11,0 %	

- Revenus élevés dans une conjoncture de marché difficile
- Cumul annuel des charges stable sur un an en devises constantes²
- La dotation à la provision et avant impôts (DPAI)³ a absorbé l'augmentation de la provision pour pertes sur créances, y compris une provision de 705 M\$ pour prêts productifs
- Dividendes soutenus par une DPAI³ et une assise financière solides

¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Le terme « dollars constants » renvoie à l'incidence des fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain pour le segment américain seulement. Les mesures présentées en dollars constants sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

³ La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus nets et les charges.

En bonne position pour réussir dans le nouveau contexte

Notre raison d'être : Avoir le cran de faire une différence *dans la vie, comme en affaires*

Base solide

- Composition diversifiée de nos activités
- Excellentes positions de capital et de liquidités
- Approche rigoureuse et clairement définie en matière de gestion des risques

Bonne performance commerciale et opérationnelle

- Capacité bénéficiaire stable et résiliente
- Solide performance des secteurs d'activité au début de la crise
- Amélioration constante du point de vue de l'efficience

Stratégie cohérente

- Renforcement de la valeur pour nos clients
- Approche d'abord axée sur le numérique agile et intégrée
- Activation de notre culture de haute performance

Bâtir une banque prête pour l'avenir : plus rapide, plus solide et plus efficace

Résultats financiers

Pour le trimestre clos le 30 avril 2020

Tom Flynn
Chef des finances

T2 | 2020



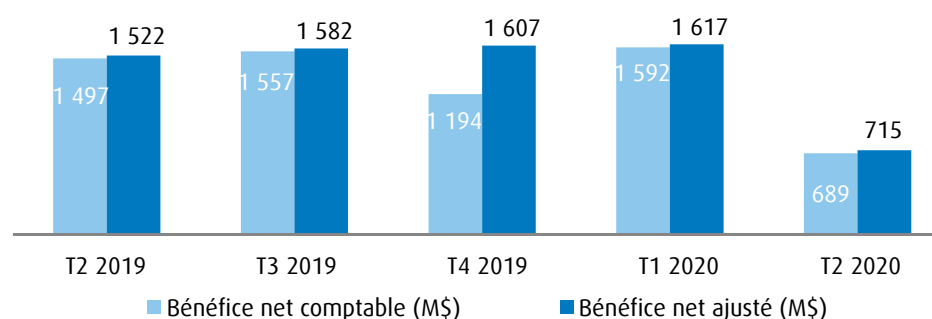
T2 2020 – Faits saillants

Nos solides bénéfices avant la DPAI⁴ ont absorbé l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances

- BPA ajusté¹ de 1,04 \$ (1,00 \$ pour la mesure comptable)
- Bénéfice net ajusté¹ de 715 M\$ (689 M\$ pour la mesure comptable)
- DPAI⁴ ajustée¹ de 1 978 M\$, en baisse de 5 % sur un an (1 945 M\$ pour la mesure comptable, en baisse de 5 %)
- Baisse des revenus nets² de 3 % sur un an, de 5 % en dollars constants⁵
 - Hausse des revenus dans les Services bancaires PE et baisse dans les secteurs d'activité sensibles aux marchés
- Baisse des charges ajustées¹ et comptables de 2 % sur un an, de 4 % en dollars constants⁵
- Ratio d'efficience² ajusté¹ de 63,8 % (64,4 % pour la mesure comptable)
- Levier d'exploitation² ajusté¹ et comptable de (1,2) %; CAC ajusté¹ et comptable de 1,7 %
- Total de la DPPC de 1 118 M\$, en hausse principalement en raison de la DPPC plus élevée sur les prêts productifs
 - DPPC liée aux prêts douteux de 413 M\$; DPPC liée aux prêts productifs de 705 M\$
 - Ratio du total de la DPPC au solde moyen net des prêts et acceptations de 94 pdb
 - Ratio de la DPPC liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations de 35 pdb

(M\$)	Mesures comptables			Mesures ajustées ¹		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Revenus nets ²	5 461	6 031	5 652	5 461	6 031	5 652
Charges	3 516	3 669	3 595	3 483	3 637	3 563
DPAI ⁴	1 945	2 362	2 057	1 978	2 394	2 089
Total de la DPPC	1 118	349	176	1 118	349	176
Bénéfice net	689	1 592	1 497	715	1 617	1 522
BPA dilué (\$)	1,00	2,37	2,26	1,04	2,41	2,30
RCP (%)	5,3	13,3	13,6	5,5	13,5	13,9
RCPCA0 ³ (%)	6,4	15,7	16,4	6,4	15,8	16,4
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 (%)	11,0	11,4	11,3			

Tendances du bénéfice net¹



¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Les revenus nets sont après déduction des sinistres, des commissions et des variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI). Selon les revenus nets. Revenus bruts comptables : T2 2020, 5 264 M\$; T1 2020, 6 747 M\$; T2 2019, 6 213 M\$.

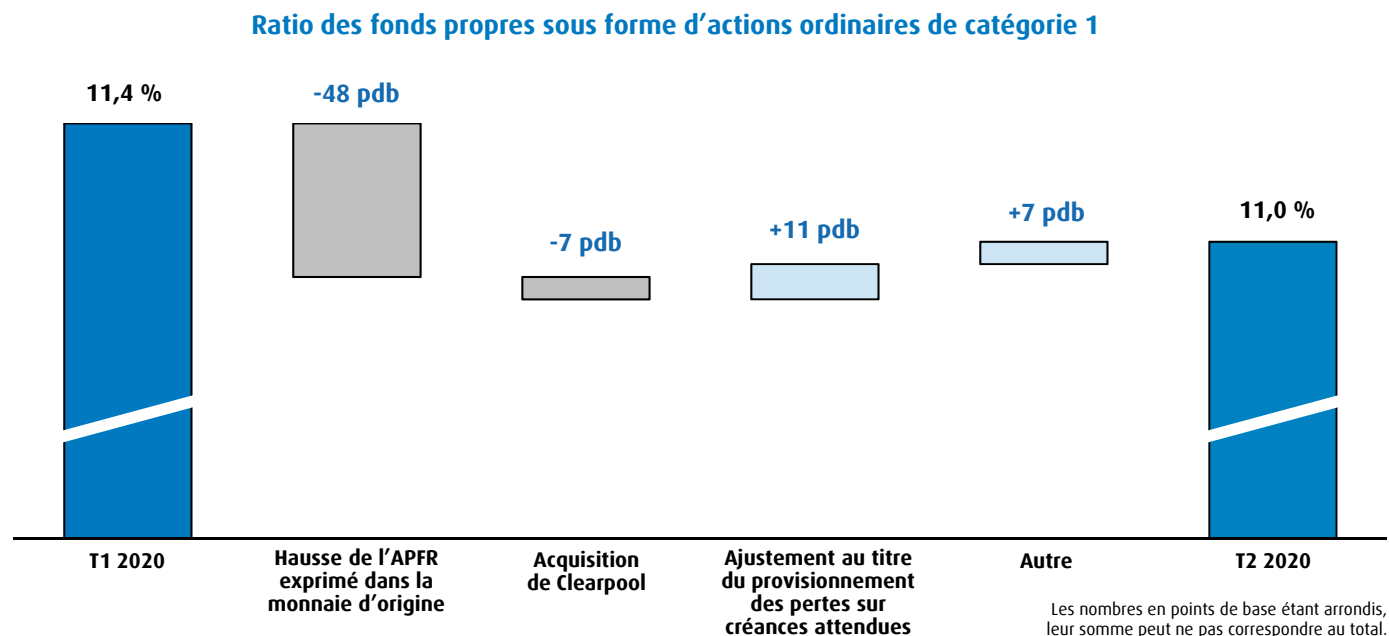
³ Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires.

⁴ La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus nets et les charges.

⁵ Le terme « dollars constants » renvoie à l'incidence des fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain pour le segment américain seulement. Les mesures présentées en dollars constants sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

Solide assise financière

Solide assise financière : ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de 11,0 %



- Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de 11,0 % au T2 2020, en baisse par rapport au T1 2020 :
 - Hausse de l'APFR exprimé dans la monnaie d'origine, attribuable à peu près également à la vigueur des activités de prêt et aux changements apportés à la qualité des actifs
 - Acquisition de Clearpool
 - Facteurs en partie compensés par l'ajustement au titre des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes sur créances attendues
 - Autres changements positifs nets
 - Annulation d'une grande partie de l'incidence des fluctuations des taux de change sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1
- Ratio de liquidité à court terme de 147 %, en hausse par rapport à 135 % au T1 2020
- Rendement des actions attrayant d'environ 6 %¹

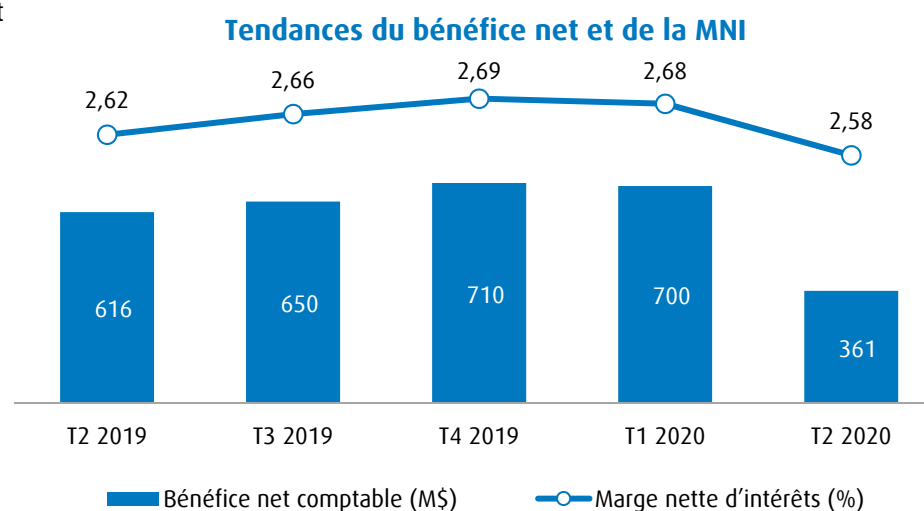
¹ Le rendement des actions est basé sur le cours de clôture de l'action, le 30 avril 2020.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada

Forte rentabilité de base dans un contexte difficile

- Bénéfice net ajusté¹ de 362 M\$ (361 M\$ pour la mesure comptable)
- DPAI² ajustée¹ de 985 M\$ (984 M\$ pour la mesure comptable), en hausse de 1 % sur un an
- Hausse des revenus de 2 % sur un an
 - Croissance du solde moyen des prêts de 7 % sur un an. Croissance de 7 % des soldes des prêts hypothécaires exclusifs à la Banque (y compris les marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement); croissance de 14 % des soldes de prêts aux entreprises³
 - Croissance du solde moyen des dépôts de 15 % sur un an. Croissance de 12 % des soldes des dépôts des particuliers et de 20 % des soldes des dépôts des entreprises, reflétant le montant plus élevé des liquidités détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19
 - MNI en baisse de 10 pdb sur trois mois et de 4 pdb sur un an
- Charges⁴ en hausse de 3 % sur un an, en raison surtout des coûts liés aux technologies et des charges de retraite plus élevés; en baisse de 1 % sur trois mois
- Ratio d'efficience⁴ de 49,8 %; 48,5 % pour le CAC
- Levier d'exploitation⁴ de (1,0) %; 1,3 % pour le CAC
- Total de la DPPC de 497 M\$, en hausse de 359 M\$ sur un an et de 345 M\$ sur trois mois
 - DPPC liée aux prêts douteux de 212 M\$; DPPC liée aux prêts productifs de 285 M\$

(M\$)	Mesures comptables			Mesures ajustées ¹		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Revenus (bic)	1 960	2 082	1 913	1 960	2 082	1 913
Charges	976	986	943	975	986	943
DPAI ²	984	1 096	970	985	1 096	970
Total de la DPPC	497	152	138	497	152	138
Bénéfice net	361	700	616	362	700	616



¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus et les charges.

³ La croissance des prêts aux entreprises ne prend pas en compte les prêts sur cartes de crédit d'entreprise et sur cartes de crédit pour petites entreprises.

⁴ La hausse des charges, le ratio d'efficience et le levier d'exploitation indiqués sont présentés sur une base ajustée et comptable.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis

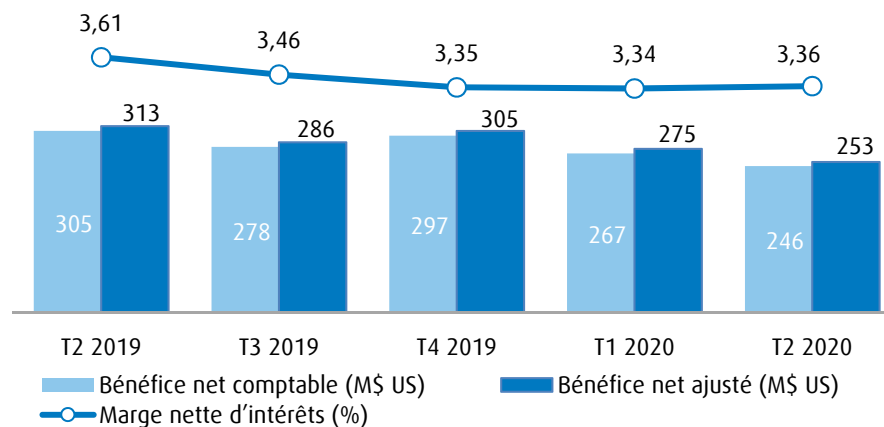
Hausse de 11 % de la DPAI³ ajustée¹ sur un an, grâce à une solide croissance des revenus de 6 %

Les données qui suivent sont en dollars américains.

- Bénéfice net ajusté¹ de 253 M\$ (246 M\$ pour la mesure comptable), touché par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances
- Hausse de 11 % de la DPAI³ ajustée¹ sur un an (12 % pour la mesure comptable)
- Hausse des revenus de 6 % sur un an
 - Croissance du solde moyen des prêts² de 13 % sur un an. Hausse de 13 % des soldes de comptes d'entreprises et de 9 % des soldes de comptes de particuliers
 - Croissance du solde moyen des dépôts de 18 % sur un an. Croissance de 34 % des soldes des dépôts des entreprises et de 6 % des soldes des dépôts des particuliers, reflétant le montant plus élevé des liquidités détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19
 - MNI en hausse de 2 pdb sur trois mois, en baisse de 25 pdb sur un an
- Hausse des charges ajustées¹ et comptables de 2 % sur un an
- Ratio d'efficacité ajusté¹ de 55,6 % (56,5 % pour la mesure comptable)
- Levier d'exploitation ajusté¹ de 4,0 % (4,2 % pour la mesure comptable)
- Total de la DPPC de 143 M\$, en hausse de 126 M\$ sur un an et de 30 M\$ sur trois mois
 - DPPC liée aux prêts douteux de 89 M\$; DPPC liée aux prêts productifs de 54 M\$
 - La DPPC liée aux prêts douteux au T2 2019 comprenait d'importants recouvrements

(M\$ US)	Mesures comptables			Mesures ajustées ¹		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Revenus (bic)	1 046	1 030	989	1 046	1 030	989
Charges	592	578	582	582	568	571
DPAI ³	454	452	407	464	462	418
Total de la DPPC	143	113	17	143	113	17
Bénéfice net	246	267	305	253	275	313
Bénéfice net (contre-valeur en dollars canadiens)	339	351	406	349	361	417

Tendances du bénéfice net¹ et de la MNI



¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Le taux de croissance des soldes moyens des prêts dont il est question ci-dessus ne tient pas compte des soldes des prêts hypothécaires de BMO Gestion de patrimoine; en incluant ces soldes, les soldes moyens des prêts affichent une hausse de 12 %.

³ La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus et les charges.

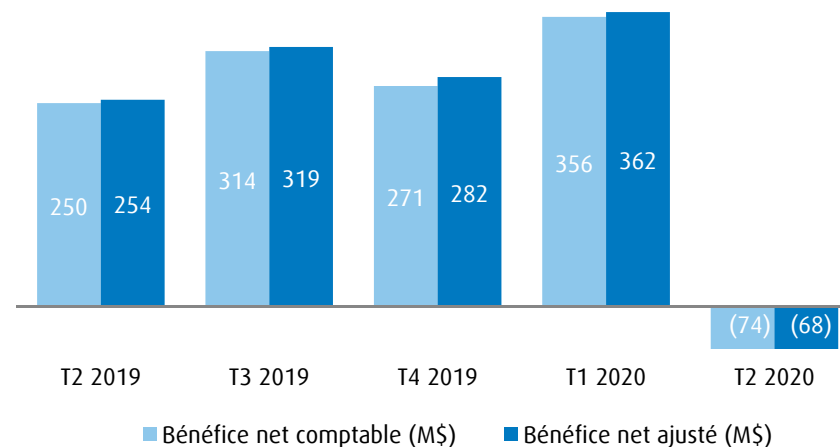
BMO Marchés des capitaux

Résultats touchés par la perturbation sans précédent des marchés causée par la COVID-19

- Perte nette ajustée¹ de 68 M\$, contre un bénéfice net ajusté de 254 M\$ au T2 2019 (perte nette comptable de 74 M\$, contre un bénéfice net comptable de 250 M\$ au T2 2019). La hausse de la DPPC a réduit le bénéfice net de 289 M\$ après impôt.
- DPAI² ajustée¹ de 300 M\$, en baisse de 14 % sur un an (293 M\$ pour la mesure comptable, en baisse de 15 %)
- Baisse des revenus de 15 % sur un an
 - Baisse de 6 % des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés ayant été plus que contrebalancée par les réductions de valeur sur le portefeuille de prêts détenus en vue de la vente et le recul des activités de la Banque d'affaires
 - Baisse de 22 % des revenus des Marchés mondiaux, l'intensification des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats de change, de contrats sur produits de base et d'actions au comptant ayant été plus que contrebalancée par l'incidence négative d'activités relatives aux billets liés à des titres de participation et par un élargissement des écarts de crédit et de financement sur les ajustements de l'évaluation des produits dérivés
- Baisse des charges ajustées¹ et comptables de 15 % sur un an
 - Les résultats de l'exercice précédent comprenaient la charge liée aux indemnités de départ³.
- Total de la DPPC de 408 M\$, en hausse de 393 M\$ sur un an et de 358 M\$ sur trois mois
 - DPPC liée aux prêts douteux de 73 M\$; DPPC liée aux prêts productifs de 335 M\$.
- L'acquisition de Clearpool Group, Inc. a été conclue le 6 avril 2020.

(M\$)	Mesures comptables			Mesures ajustées ¹		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Marchés mondiaux	564	823	720	564	823	720
Banque d'affaires et services aux sociétés	487	546	516	487	546	516
Revenus (bic)	1 051	1 369	1 236	1 051	1 369	1 236
Charges	758	852	892	751	844	886
DPAI ²	293	517	344	300	525	350
Total de la DPPC	408	50	15	408	50	15
Bénéfice net (perte)	(74)	356	250	(68)	362	254

Tendances du bénéfice net¹



¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus et les charges.

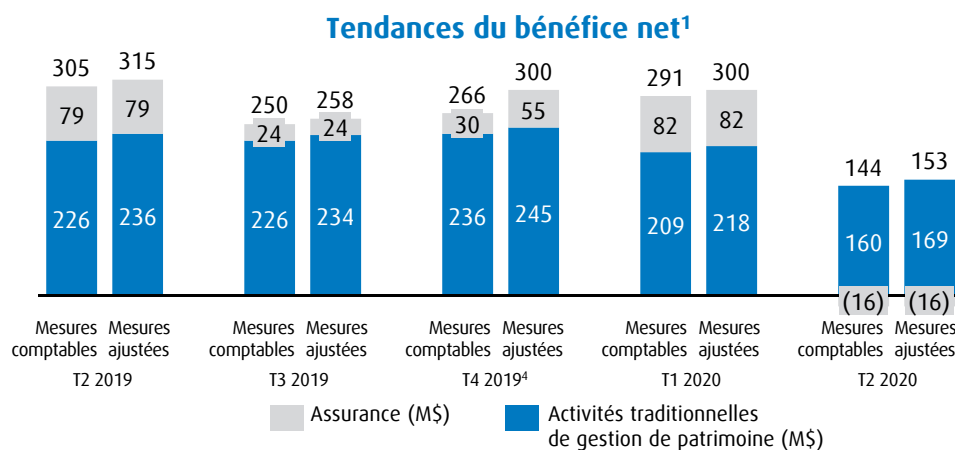
³ La charge liée aux indemnités de départ au T2 2019 s'établissait à 120 M\$ avant impôts, à 90 M\$ après impôts.

BMO Gestion de patrimoine

Résultats affaiblis par la baisse du bénéfice net des activités d'assurance et une provision pour frais juridiques

- Bénéfice net ajusté¹ de 153 M\$ (144 M\$ pour la mesure comptable)
- Bénéfice net ajusté¹ des activités traditionnelles de gestion de patrimoine de 169 M\$ (160 M\$ pour la mesure comptable)
 - Provision pour frais juridiques liée à une affaire d'héritage
 - Repli des marchés boursiers
 - Actif sous gestion stable sur un an; hausse de 1 % de l'actif sous administration sur un an
 - Croissance des dépôts de 19 % et croissance du solde des prêts de 15 %
 - Croissance marquée des revenus de courtage en ligne grâce à l'augmentation du volume de transaction
- Baisse du bénéfice net des activités d'assurance sur un an en raison surtout de l'effet défavorable des variations des marchés par rapport à l'exercice précédent
- Baisse des revenus nets² de 15 % sur un an; baisse des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine de 6 % en raison surtout d'une provision pour frais juridiques
- Hausse des charges ajustées¹ et comptables de 1 % sur un an
- Total de la DPPC de 6 M\$, en hausse de 6 M\$ sur un an et de 3 M\$ sur trois mois

(M\$)	Mesures comptables			Mesures ajustées ¹		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Revenus nets ²	1 087	1 309	1 281	1 087	1 309	1 281
Charges	888	912	882	877	901	870
DPAI ³	199	397	399	210	408	411
Total de la DPPC (recouvrement)	6	3	(0)	6	3	(0)
Bénéfice net	144	291	305	153	300	315
Bénéfice net des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	160	209	226	169	218	236
Bénéfice net des activités d'assurance	(16)	82	79	(16)	82	79
ASG/ASA (G\$)	865	893	862	865	893	862



¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Aux fins de cette diapositive, les revenus sont ceux après déduction des sinistres, des commissions et des variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI). Revenus bruts : T2 2020, 890 M\$; T1 2020, 2 025 M\$; T2 2019, 1 842 M\$.

³ La dotation à la provision et avant impôts (DPAI) correspond à la différence entre les revenus nets et les charges.

⁴ Les résultats comptables des activités d'assurance du T4 2019 incluent un ajustement lié à la réassurance de 25 M\$ (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance.

Services d'entreprise

- Perte nette ajustée¹ et comptable de 81 M\$, comparativement à 80 M\$ à l'exercice précédent. Les résultats sont pratiquement les mêmes, la baisse des charges et la hausse des revenus, exclusion faite de la bic, ayant été en grande partie compensées par l'incidence d'un taux d'impôt moins favorable pour le trimestre à l'étude.

(M\$)	Mesures comptables ²			Mesures ajustées ^{1,2}		
	T2 2020	T1 2020	T2 2019	T2 2020	T1 2020	T2 2019
Revenus	(3)	(7)	(16)	(3)	(7)	(16)
Compensation sur une bic des groupes ²	(78)	(78)	(78)	(78)	(78)	(78)
Revenus totaux (bic) ²	(81)	(85)	(94)	(81)	(85)	(94)
Total de la DPPC (recouvrement)	8	(5)	-	8	(5)	-
Charges	77	158	103	77	158	103
Perte nette	(81)	(106)	(80)	(81)	(106)	(80)

¹ Voir la diapositive n° 29 relativement aux ajustements des résultats comptables. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Les revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Cet ajustement sur une bic des groupes est compensé dans le cas des Services d'entreprise, et le total des revenus, des impôts sur le résultat et de la marge nette d'intérêts de BMO est présenté selon les PCGR.

Examen des risques

Pour le trimestre clos le 30 avril 2020

Patrick Cronin

Chef de la gestion des risques

T2 | 2020

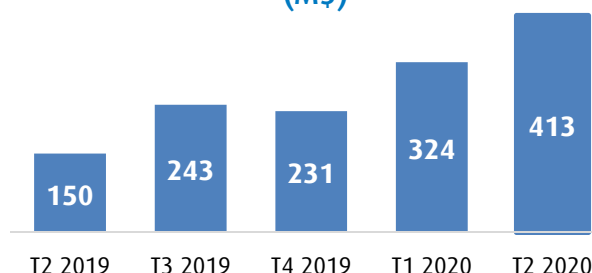


Dotation à la provision pour pertes sur créances (DPPC)

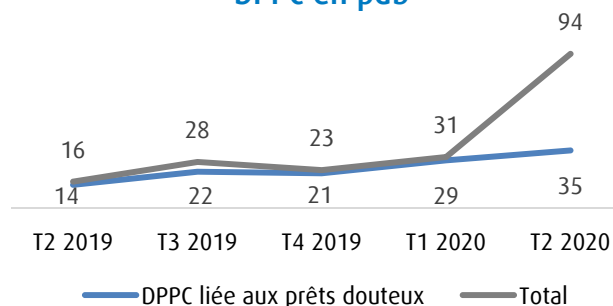
DPPC par groupe d'exploitation (M\$)	T2 2020		T1 2020		T2 2019	
	\$	pdb	\$	pdb	\$	pdb
Particuliers – PE Canada	121	30	103	26	107	28
Entreprises – PE Canada	91	40	35	16	15	8
Total de PE Canada	212	34	138	23	122	21
Particuliers – PE États-Unis	15	27	15	29	2	4
Entreprises – PE États-Unis	109	41	117	48	16	7
Total de PE États-Unis	124	38	132	44	18	6
BMO Gestion de patrimoine	3	4	1	1	(1)	(1)
BMO Marchés des capitaux	73	41	53	34	12	8
Services d'entreprise	1		1		(1)	
DPPC liée aux prêts douteux¹	413	35	324	29	150	14
DPPC liée aux prêts productifs	705	59	25	2	26	2
Total de la DPPC	1 118	94	349	31	176	16

- Ratio de la DPPC liée aux prêts douteux de 35 pdb au T2 2020, en hausse de 6 pdb sur trois mois
- Augmentation de 705 M\$ de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs

DPPC liée aux prêts douteux (M\$)



DPPC en pdb



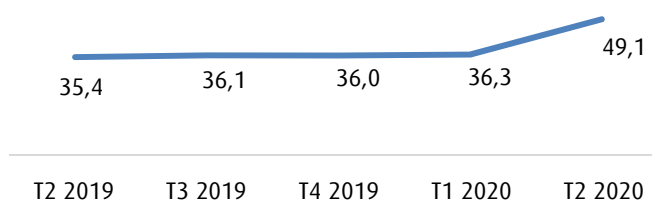
¹ La DPPC liée aux prêts douteux au T2 2019 comprenait un important recouvrement.

Provision pour prêts productifs et provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs

Provision pour prêts productifs et provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs par groupe d'exploitation (M\$)	Provision pour prêts productifs ¹ – T1 2020	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs – T2 2020	Opérations de change – T2 20	Provision pour prêts productifs ¹ – T2 2020	Ratio de la provision pour prêts productifs au solde net des prêts et de la provision (pdb)
Particuliers – PE Canada	617	198	1	816	51
Entreprises – PE Canada	210	87	4	301	33
Total de PE Canada	827	285	5	1 117	44
Particuliers – PE États-Unis	142	37	7	186	91
Entreprises – PE États-Unis	498	38	29	565	49
Total de PE États-Unis	640	75	37	751	55
BMO Gestion de patrimoine	33	3	1	37	14
BMO Marchés des capitaux	150	335	14	500	65
Services d'entreprise	4	7	(4)	7	n.m.
Total	1 654	705	53	2 412	49

- La provision pour prêts productifs a augmenté de 758 M\$ pour s'établir à 2 412 M\$ en raison d'une provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 M\$.
- La provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 M\$ au cours du trimestre à l'étude est attribuable surtout à l'assombrissement des perspectives économiques.

Provision pour prêts productifs (pdb)

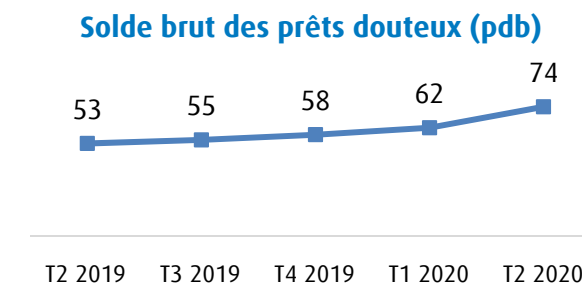
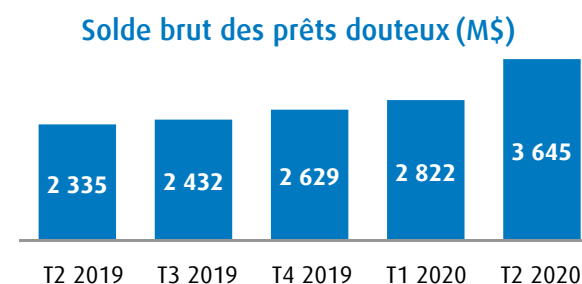
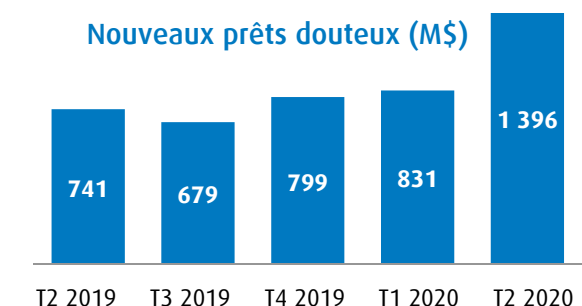


¹ Provision pour prêts productifs relative aux autres actifs au T1 2020 et au T2 2020 de 8,2 M\$ et de 11 M\$, respectivement; la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs au T2 2020 comprend une provision relative aux autres actifs de 2,6 M\$

Solde brut des prêts douteux et nouveaux prêts douteux

Par secteur (M\$, au T2 2020)	Nouveaux prêts douteux			Solde brut des prêts douteux		
	Canada et autres pays	É.-U.	Total	Canada et autres pays ¹	É.-U.	Total
Particuliers	203	42	245	463	383	846
Services	61	115	176	127	372	499
Pétrole et gaz	44	245	289	102	514	616
Secteur manufacturier	16	127	143	163	272	435
Agriculture	25	22	47	73	275	348
Transport	1	71	72	8	181	189
Commerce de gros	3	18	21	29	78	107
Commerce de détail	266	50	316	308	89	397
Construction (non immobilière)	26	9	35	31	40	71
Secteur immobilier commercial	29	7	36	35	18	53
Institutions financières	0	0	0	15	17	32
Autres – Entreprises et administrations publiques ²	3	13	16	62	(10)	52
Total – Entreprises et administrations publiques	474	677	1 151	953	1 846	2 799
Total de la Banque	677	719	1 396	1 416	2 229	3 645

- Ratio du solde brut des prêts douteux de 74 pdb, en hausse de 12 pdb sur trois mois

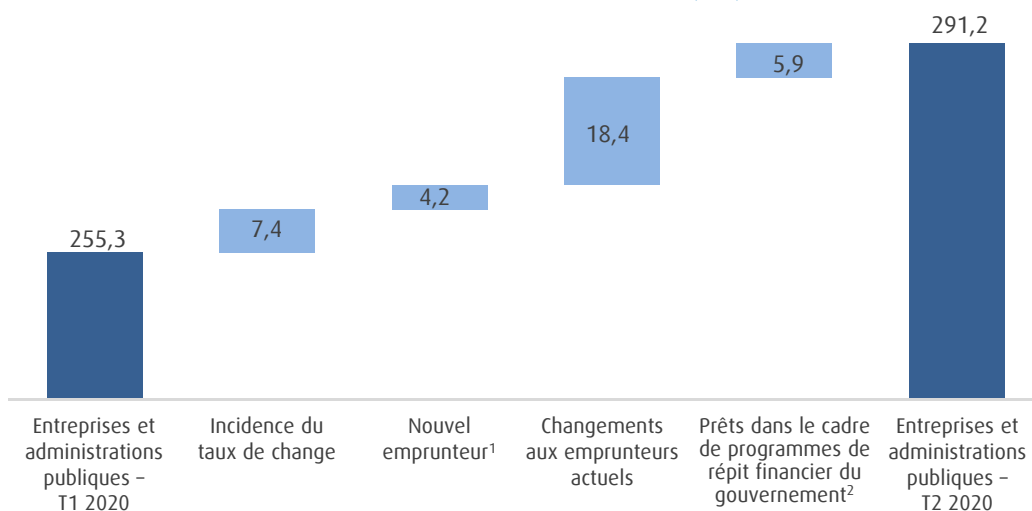


¹ Les autres pays représentent 59 M\$ du total du solde brut des prêts douteux – Entreprises et administrations publiques.

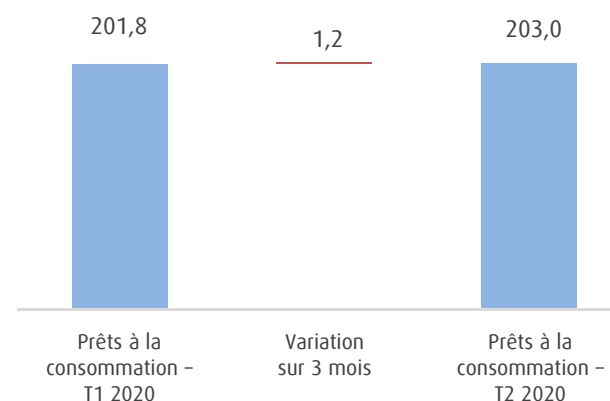
² Le poste Autres – Entreprises et administrations publiques comprend les secteurs qui représentent chacun moins de 1 % du total du solde brut des prêts douteux.

Croissance du portefeuille de prêts

Croissance des soldes des prêts aux entreprises et administrations publiques
T1 2020 par rapport au T2 2020 (G\$)



Croissance des prêts à la consommation
T1 2020 par rapport au T2 2020 (G\$)



- La croissance des soldes des prêts aux entreprises et aux administrations publiques est en grande partie attribuable aux emprunteurs actuels.
- Les taux d'utilisation ont diminué régulièrement depuis leur sommet à la fin de mars.

¹ Les nouveaux emprunteurs sont définis comme étant de nouvelles relations d'affaires.

² Par ailleurs, la Banque a rendu possible un financement de 1,7 G\$ dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan consolidé).

Portefeuille de prêts, par secteur

- Les secteurs d'intérêt particulier indiqués en bleu représentent 13,6 % du total des prêts et acceptations bruts

Solde brut des prêts et acceptations par secteur (G\$, au T2 2020)	Canada et autres pays ¹	États-Unis	Total	Total (%)
Prêts hypothécaires à l'habitation	114,5	11,0	125,5	25,4 %
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	56,8	13,0	69,8	14,1 %
Prêts sur cartes de crédit	7,2	0,5	7,7	1,6 %
Total – Particuliers	178,5	24,5	203,0	41,1 %
Services	23,4	30,8	54,2	11,0 %
Établissements hôteliers	2,9	1,3	4,2	0,9 %
Restaurants	1,8	2,9	4,7	1,0 %
Divertissements et loisirs	2,6	1,1	3,7	0,7 %
Institutions financières	13,9	29,4	43,3	8,8 %
Secteur immobilier commercial	23,4	17,8	41,2	8,3 %
FPI du secteur de l'hébergement	-	1,0	1,0	0,2 %
FPI du secteur du commerce de détail	0,7	1,4	2,2	0,4 %
Types de propriétés de commerces de détail	2,2	0,4	2,6	0,5 %
Secteur manufacturier	8,6	28,2	36,8	7,5 %
Commerce de détail	15,0	11,9	26,9	5,4 %
Automobile	10,5	6,2	16,6	3,4 %
Autres commerces de détail, à l'exclusion des épiceries et des pharmacies	3,3	4,7	8,0	1,6 %
Commerce de gros	5,8	13,1	18,9	3,8 %
Agriculture	11,8	2,2	13,9	2,8 %
Pétrole et gaz	6,6	8,3	15,0	3,0 %
Transport	3,6	9,8	13,4	2,7 %
Compagnies aériennes	0,3	0,3	0,6	0,1 %
Camionnage	1,7	7,1	8,9	1,8 %
Autres – Entreprises et administrations publiques ²	14,0	13,5	27,6	5,6 %
Total – Entreprises et administrations publiques	126,1	165,1	291,2	58,9 %
Solde brut total des prêts et acceptations	304,6	189,6	494,2	100,0 %

¹ Les autres pays représentent environ 12,7 G\$.

² Le poste Autres – Entreprises et administrations publiques comprend tous les secteurs qui représentent chacun moins de 2 % du solde total des prêts.

Portefeuille de prêts par secteur – Secteurs d'intérêt particulier¹

Établissements hôteliers : Plus de 90 % des prêts sont garantis par des biens immobiliers; des mécanismes de recours précis sont mis en place pour les groupes de propriétaires.

Restaurants : Plus de 60 % de l'encours des risques concerne des franchises qui bénéficient de l'appui de marques régionales et nationales solides; en outre, 60 % d'entre elles sont des établissements de restauration à service restreint qui devraient mieux se tirer d'affaire pendant le confinement grâce à leur service au volant et leurs commandes à emporter.

Divertissements et loisirs : Activités principalement axées sur le secteur des sports et loisirs et celui de la production de films et de vidéos, ce dernier étant surtout concentré au Canada, où le financement de production de séries télévisées est bien structuré et où le remboursement est négocié sur la base d'ententes contractuelles et de crédits d'impôt.

FPI des secteurs de l'hébergement et du commerce de détail : Bonne liquidité à court terme grâce à un accès aux marchés des capitaux; exposition limitée aux FPI du secteur de l'hébergement; plus de 95 % des locataires de FPI du secteur du commerce de détail sont des épiceries.

Type de propriété de commerces de détail : Les quotités de financement sont raisonnables, avec une diversification à l'échelle des régions.

Automobile : Les facilités destinées au financement des stocks de véhicules représentent environ 50 % des encours et sont soutenues par des conventions de rachat de fabricants; le reste de l'engagement est garanti et est composé principalement de prêts sur immeubles assortis de quotités de financement raisonnables; le secteur s'est bien comporté lors de la crise financière de 2008, inscrivant de faibles taux de perte.

Autres commerces de détail, à l'exclusion des épiceries et des pharmacies : Répartition diversifiée de détaillants; le financement reposant sur l'actif constitue une caractéristique structurelle importante, surtout lorsque le profil de risque augmente.

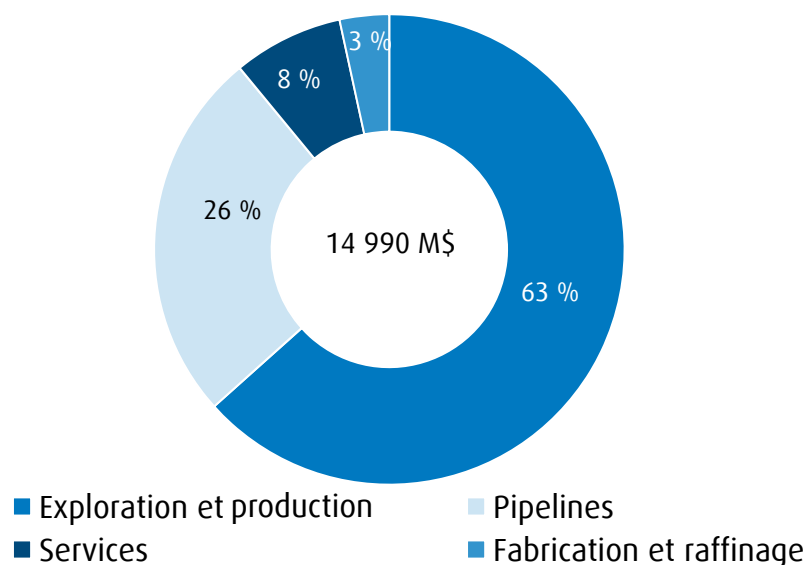
Compagnies aériennes : Très petite exposition à ce secteur; les prêts sont limités aux grands transporteurs aériens.

Camionnage : Les importantes ventes de camions en 2019 et la baisse des volumes de fret attribuable à la pandémie de COVID-19 ont eu des répercussions sur les taux du secteur; on prévoit un retour vers l'équilibre plus tard cette année, lorsque de nouveaux contrats de capacité seront négociés et que les volumes de fret se redresseront.

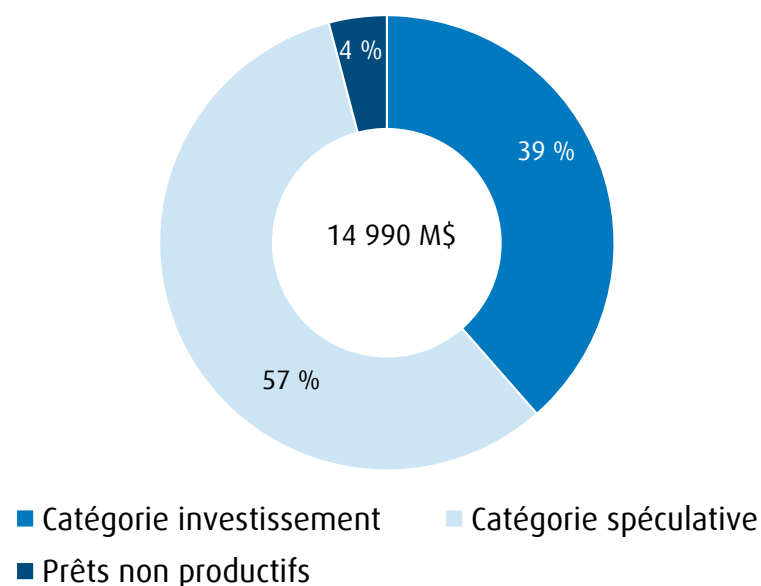
¹ Cette diapositive contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde sur la diapositive 2.

Aperçu des secteurs pétrolier et gazier

Secteur, selon le sous-secteur



Secteur, selon la cote de risque



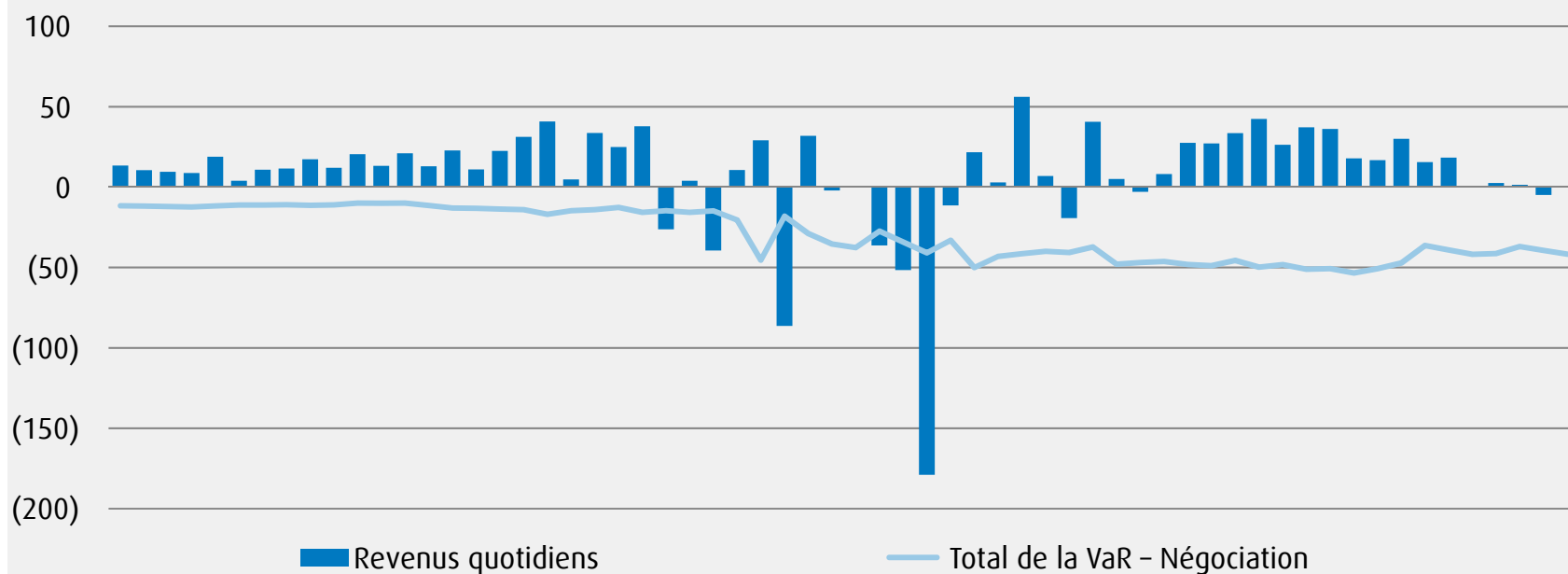
- Environ les trois quarts du solde brut des prêts et des acceptations de 9,5 G\$ du secteur Exploration et production correspondent au crédit de la base d'emprunt.
 - 95 % des prêts octroyés au secteur Exploration et production aux États-Unis correspondent au crédit de la base d'emprunt, et plus de 56 % de ceux octroyés au Canada sont de catégorie investissement.
- En excluant les répercussions de la fluctuation des taux de change, la croissance sur trois mois est presque exclusivement attribuable aux emprunteurs actuels.
- La provision pour prêts productifs liée aux secteurs s'établit à 357 M\$, ou 241 pdb, ce qui procure une couverture appréciable.
- Les prêts à la consommation octroyés en Alberta représentent 4,7 % du total des prêts de la Banque, et près de 83 % d'entre eux sont garantis par un bien immobilier.

Revenus nets liés à la négociation et valeur à risque (VaR)

- Au mois de mars, les marchés ont connu des replis sans précédent des prix des actifs, une volatilité record, des problèmes de liquidité extrêmes et des perturbations, ainsi qu'un élargissement important des écarts de taux des obligations de sociétés. En raison de certaines de nos activités de négociation et de nos positions, nous avons enregistré des revenus de négociation négatifs pendant les journées les plus volatiles.

Du 3 février 2020 au 30 avril 2020

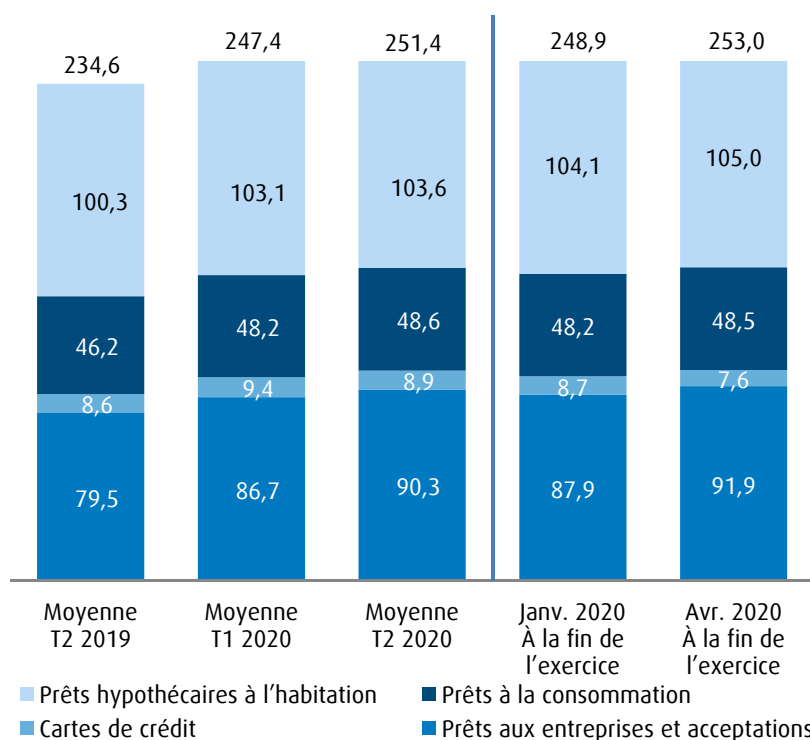
(avant impôts et en millions de dollars canadiens)



Annexe

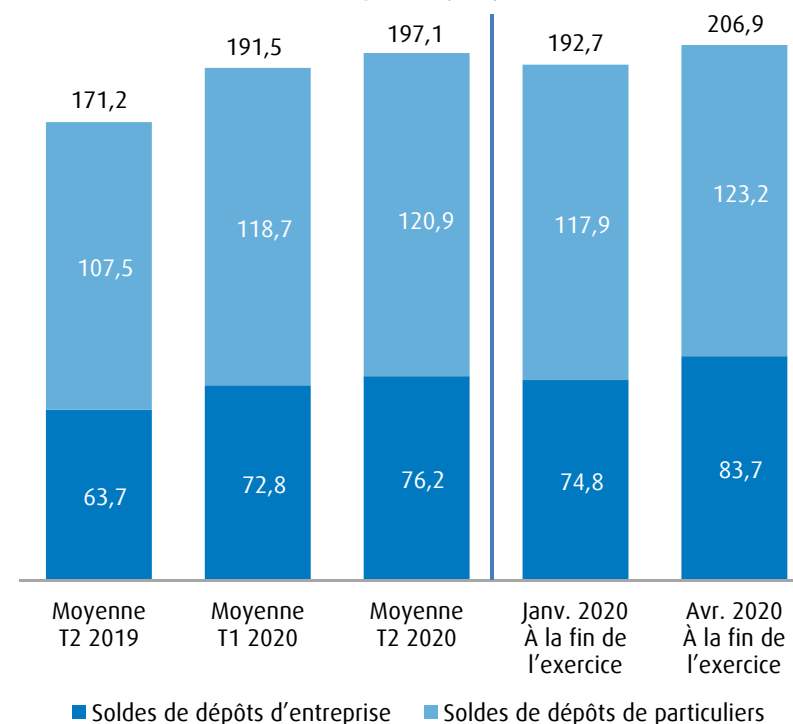
Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada : Soldes

Solde brut des prêts et acceptations (G\$)



- Croissance du solde moyen des prêts de 7 % sur un an, et de 2 % sur trois mois
 - Croissance de 7 % sur un an des soldes de prêts hypothécaires à l'habitation exclusifs à la Banque et de marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement
 - Croissance des soldes des prêts aux entreprises¹ de 14 % sur un an
- Croissance des soldes des prêts en date de la fin de l'exercice de 4,0 G\$, ou 2 %, sur trois mois

Dépôts (G\$)



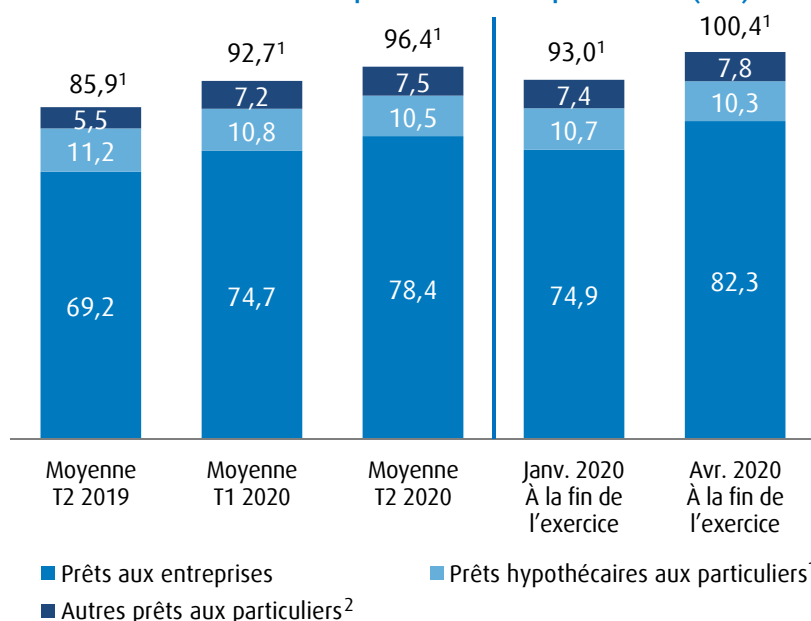
- Croissance du solde moyen des dépôts de 15 % sur un an, et de 3 % sur trois mois
 - Croissance des soldes de dépôts de particuliers de 12 % sur un an
 - Croissance des soldes de dépôts d'entreprises de 20 % sur un an
- Croissance des soldes de dépôts en date de la fin de l'exercice de 14,2 G\$, ou 7 %, sur trois mois

¹ Les prêts aux entreprises ne prennent pas en compte les prêts sur cartes de crédit d'entreprise et sur cartes de crédit pour petites entreprises. Les soldes des cartes de crédit d'entreprise et des cartes de crédit pour petites entreprises représentaient environ 11 % de l'ensemble du portefeuille de cartes de crédit au T2 2019, et environ 12 % au T1 2020 et au T2 2020.

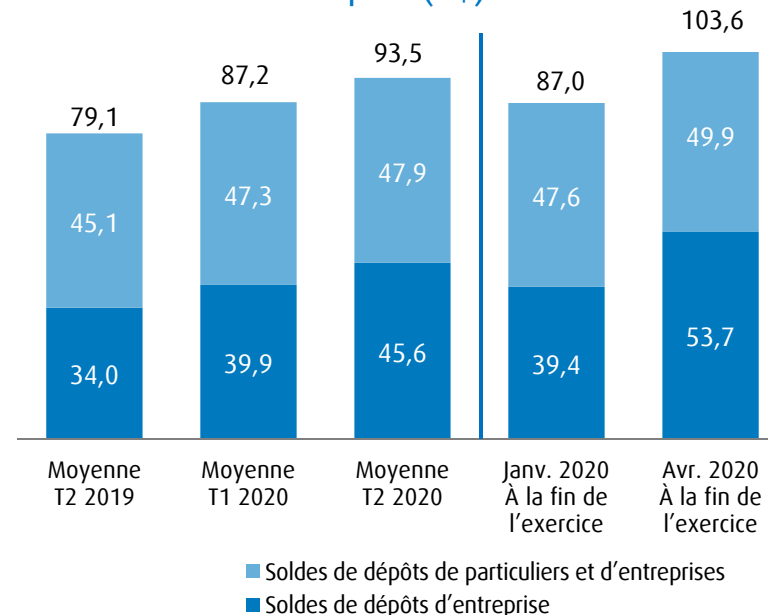
Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis : Soldes

Les données présentées sur cette page sont en dollars américains.

Solde brut des prêts et acceptations (G\$)



Dépôts (G\$)



- Croissance du solde moyen des prêts¹ de 12 % sur un an, et de 4 % sur trois mois.
 - Croissance des soldes des prêts aux entreprises de 13 % sur un an
 - Croissance des soldes des prêts aux particuliers^{1,2} de 7 % sur un an
- Croissance des soldes des prêts en date de la fin de l'exercice¹ de 7,3 G\$ ou 8 % sur trois mois; croissance de 3 % sur trois mois en excluant la hausse de 4,2 G\$ attribuable aux prêts octroyés dans le cadre du programme Paycheck Protection Program

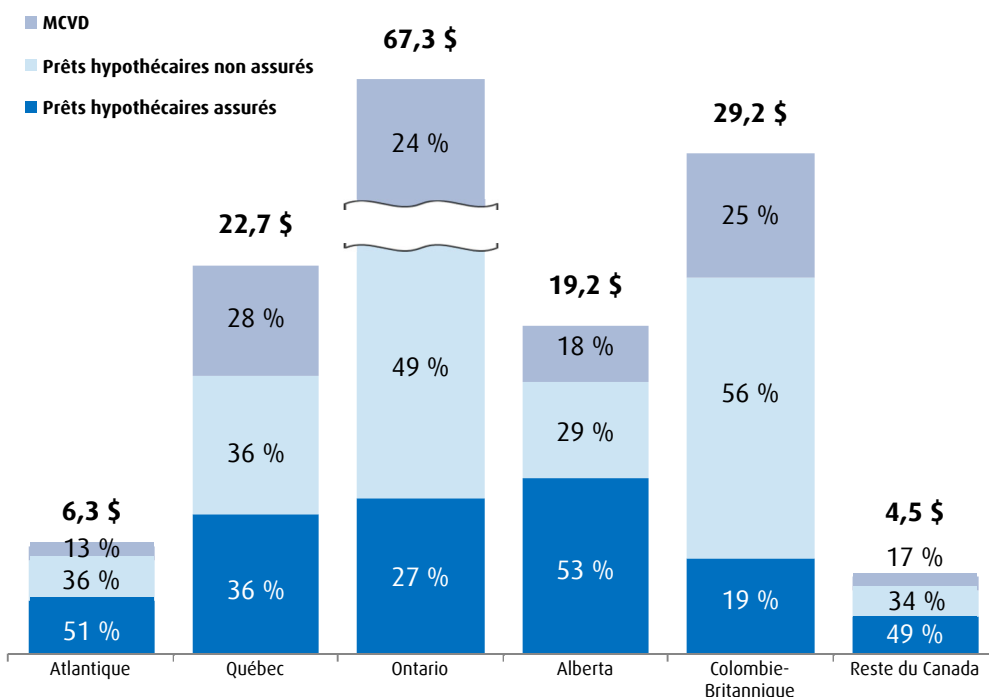
- Croissance du solde moyen des dépôts de 18 % sur un an, et de 7 % sur trois mois.
 - Croissance des soldes de dépôts d'entreprises de 34 % sur un an
 - Croissance des soldes de dépôts de particuliers de 6 % sur un an
- Croissance des soldes de dépôts en date de la fin de l'exercice de 16,6 G\$, ou 19 %, sur trois mois

¹ Les prêts hypothécaires comprennent les prêts hypothécaires de Gestion de patrimoine (T2 2020, 2,1 G\$; T1 2020, 2,1 G\$; T2 2019, 2,1 G\$) et les prêts sur valeur domiciliaire (T2 2020, 2,4 G\$; T1 2020, 2,5 G\$; T2 2019, 2,6 G\$); sur une base de fin de l'exercice, les soldes des prêts hypothécaires de Gestion de patrimoine s'élèvent à 2,1 G\$ au T1 2020 et à 2,1 G\$ au T2 2020; les soldes des prêts sur valeur domiciliaire s'établissent à 2,4 G\$ au T1 2020 et à 2,4 G\$ au T2 2020.

² Les autres prêts aux particuliers comprennent les prêts des Services bancaires aux entreprises, les prêts automobiles indirects, les cartes de crédit, les prêts non stratégiques et les autres prêts personnels.

Prêts garantis par un bien immobilier résidentiel au Canada

Prêts garantis par un bien immobilier résidentiel, par région (149,2 G\$)



QF ¹ moyenne du port. de prêts non assurés	Atlantique	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Reste du Canada	Total - Canada
Prêts hypothécaires							
- Portefeuille	59 %	59 %	55 %	62 %	50 %	56 %	55 %
- Montage	73 %	73 %	69 %	73 %	66 %	73 %	69 %
MCVD							
- Portefeuille	49 %	54 %	44 %	56 %	42 %	49 %	47 %
- Montage	69 %	72 %	62 %	65 %	59 %	66 %	63 %

¹ La quotité de financement est le rapport du solde du prêt hypothécaire et de la valeur initiale de la propriété indexée selon l'indice de Teranet. La quotité de financement du portefeuille est la somme de la quotité de financement de chaque prêt hypothécaire pondérée en fonction du solde du prêt.

- Le portefeuille canadien de prêts garantis par un bien immobilier résidentiel se monte au total à 149,2 G\$ et représente 30 % de l'ensemble des prêts.
 - QF¹ de 51 % sur les prêts non assurés
 - Le taux de défaillance à 90 jours des prêts garantis par un bien immobilier demeure bon, à 22 pdb; le taux des pertes a été de moins de 1 pdb au cours des quatre derniers trimestres.
- Portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation de 114,5 G\$
 - Les prêts assurés représentent 41 % du portefeuille.
 - QF¹ de 55 % sur les prêts non assurés
 - La portion du portefeuille de prêts hypothécaires ayant une période d'amortissement restante effective de 25 ans ou moins est de 79 %.
- Portefeuille de MCVD de 34,6 G\$, dont 61 % sont en cours d'amortissement
- Les portefeuilles de la Cité de Toronto et de la région du Grand Vancouver présentent une quotité de financement¹, des taux de prêts en souffrance et des cotes de crédit plus favorables que la moyenne nationale.

Éléments d'ajustement

Éléments d'ajustement ¹ – avant impôts (M\$)	T2 2020	T1 2020	T2 2019	Cumul T2 2020	Cumul T2 2019
Coûts d'intégration des acquisitions ²	(3)	(3)	(2)	(6)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ³	(30)	(29)	(30)	(59)	(61)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(33)	(32)	(32)	(65)	(69)

Éléments d'ajustement ¹ – après impôts (M\$)	T2 2020	T1 2020	T2 2019	Cumul T2 2020	Cumul T2 2019
Coûts d'intégration des acquisitions ²	(2)	(2)	(2)	(4)	(6)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ³	(24)	(23)	(23)	(47)	(47)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(26)	(25)	(25)	(51)	(53)
Incidence sur le BPA dilué (\$)	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,08)	(0,08)

¹ Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 pour d'autres renseignements.

² Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool Group, Inc. sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

³ Ces montants ont été imputés aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.

BMO Groupe financier

Relations avec les investisseurs

Personnes-ressources

bmo.com/relationsinvestisseurs

Courriel : investor.relations@bmo.com

JILL HOMENUK

Chef, Relations avec les investisseurs

416-867-4770

jill.homenuk@bmo.com

BILL ANDERSON

Directeur, Relations avec les investisseurs

416-867-7834

bill2.anderson@bmo.com

